1er Anniversaire de l'Initiative FFUE – OIM pour la Protection et la Réintégration des Migrants au Cameroun

## Allocution de M. Hans-Peter SCHADEK Ambassadeur, Chef de Délégation de l'Union européenne au Cameroun



Excellence, Monsieur le Ministre Délégué auprès du Ministre des Relations Extérieures, chargé des relations avec le monde islamique,

Monsieur le Ministre de la Communication,

Monsieur le Représentant l'Organisation Internationale des Migrations,

Messieurs les Ambassadeurs et membres du corps diplomatique,

Mesdames et Messieurs les journalistes,

Distingués invités,

La célébration du premier anniversaire, en votre présence, Monsieur le Ministre, de l'Initiative Fonds Fiduciaire – OIM, pour la "*Protection et la Réintégration des Migrants au Cameroun*", est l'agréable occasion pour moi de saluer les actions qui ont été menées jusqu'ici pour accompagner les retours sécurisés de migrants ayant librement exprimé le souhait de rentrer au Cameroun.

Comme vous le savez certainement, le Fonds Fiduciaire d'Urgence (FFU), a été lancé par l'Union Européenne en 2015, lors du Sommet de la Valette, dans un contexte de montée en puissance de la question migratoire. Jusqu'ici, un montant de plus de 3 milliards d'Euros a été mobilisé pour ce fonds, par les ressources provenant des Etats Membre de l'UE, avec des contributions aussi de la Suisse et de la Norvège. Plus de 155 projets ont été approuvés et sont, pour la plupart, actuellement en cours de mise en œuvre, dont 115 pour la région du Sahel et du Lac Chad. Au Cameroun, et à ce titre, 4 projets sont en ce moment en cours d'exécution, pour un montant d'environ 40 millions d'Euros.

Ce fonds fiduciaire a pour objectif de contribuer à la gestion conjointe des défis liés à la migration clandestine, à la protection des droits et de la dignité des migrants, mais aussi à la lutte contre les pratiques criminelles des réseaux de passeurs et trafiquants d'êtres humains. Il s'attaque également aux causes fondamentales de la migration irrégulière, par exemple, à travers la promotion de l'emploi pour les jeunes.

## Monsieur le Ministre,

Nous étions tous choqués par les images qui venaient de la Libye, montrant des migrants dans des conditions inhumaines et dégradantes. Vous-même étiez présent au Sommet d'Abidjan, en Novembre dernier, lorsque l'Union Africaine, les Nations Unies et l'Union européenne ont pris la décision de travailler ensemble pour mettre fin à ces pratiques et de venir en appui aux migrants en détresse.

Le projet mis en œuvre par l'OIM qui nous rassemble ici aujourd'hui est, en effet, une des actions phares dans ce contexte. Avec le financement du Fonds Fiduciaire, l'OIM a été en mesure, pour ce qui est de l'Afrique Centrale et Occidentale, d'aider près de 30.000 migrants à rentrer chez eux, et à aspirer à leur réinsertion économique. Et comme annoncé à Abidjan, une deuxième phase de ce projet, en faveur des pays de l'Afrique Occidentale et Centrale est en préparation et sera signée prochainement.

## Monsieur le Ministre,

Permettez-moi de saluer l'équipe de l'OIM au Cameroun et son Représentant, ici à nos côtés. Cette équipe a fait preuve d'une grande proactivité et a réussi à relever le défi d'accompagner de nombreux migrants revenus au pays, alors même que le nombre de ceux-ci a largement dépassé ce qui avait été initialement estimé. En effet, il avait été prévu lors de l'élaboration du projet, d'accompagner 850 personnes sur 3 années.

Dépassant largement cet objectif, ce sont finalement plus de 1.900 personnes - hommes, femmes, enfants - qui sont rentrés au Cameroun, au terme de cette seule première année.

De même, je tiens à saluer la grande mobilisation du Gouvernement en faveur de la protection et la réintégration de ces migrants. En agissant ainsi, M. le Ministre, le gouvernement que vous représentez ici, fait preuve d'un grand sens de responsabilité, de solidarité et de cohésion nationale.

Je voudrais donc mentionner la présence, dans ce processus, du Ministère des Relations Extérieures, ainsi que l'accueil et les facilités qu'il a accordé aux migrants de retour. A noter également que le Ministère de la Santé est intervenu efficacement dans la prise en charge les migrants sur le plan sanitaire lors de leur arrivée au Cameroun. Cela concerne, en effet, 85% de personnes accueillies. Et dans certains cas, une prise en charge psychosociale s'est même avérée nécessaire. Sans oublier le ministère des Affaires sociales qui s'est également beaucoup investi dans ce cadre.

Je mentionnerais également la mobilisation du Ministère de la Jeunesse qui met à la disposition de l'OIM des ressources humaines indispensables à l'élaboration des plans d'affaires de migrants retournés et de leur réinsertion effective.

En somme, nous avons été témoins d'une mobilisation très importante des autorités pour assurer le retour, dans des bonnes conditions, de ces enfants du pays.

Le défi devant nous est désormais de réussir la réintégration économique des migrants de retour. Elle est le gage de la durabilité des efforts fournis jusqu'ici. Les ressources mises à la disposition de l'IOM par le Fonds Fiduciaire servent précisément à cette fin. Et j'étais content de pouvoir visiter, il y a quelques semaines seulement, plusieurs projets de réinsertion

ici à Yaoundé qui me semblent prometteurs. C'était en effet encourageant de voir des jeunes s'investir dans des projets concrets de lancement d'une activité économique (coiffure, petite restauration, commerce, etc.), ou de faire un apprentissage dans des bonnes conditions professionnelles. Nous allons, je pense, en savoir plus en écoutant le représentant de l'OIM.

Plus largement parlant, laissez-moi aussi dire que l'Union européenne reste engagée au Cameroun à promouvoir une croissance inclusive et durable, génératrice d'emplois, notamment pour les jeunes. De nombreux instruments sont mobilisés à cet effet, allant des travaux à haute intensité de main d'œuvre et de la promotion d'un bon climat d'affaires, au lancement d'un nouveau Plan d'Investissement Extérieur.

Et bien entendu, les questions de migration continuent d'occuper une place de choix sur l'agenda politique de l'Union européenne. D'ailleurs, lors du dernier sommet du Conseil européen, il y a quelques jours seulement, les chefs d'Etats et de Gouvernements de l'Union européenne se sont accordés sur de nombreuses mesures concernant les migrations. Entre autres, Ils ont décidé :

- De reconstituer le Fonds Fiduciaire pour l'Afrique avec 500 millions d'Euros de la réserve du FED;
- D'intensifier les efforts pour aider les pays de transit et d'origine à lutter contre les trafiquants, à prévenir la migration irrégulière, à garantir des conditions d'accueil humaines et à renforcer les options de retour et de réinstallation; et aussi
- De renforcer le partenariat avec l'Afrique et l'Union africaine, notamment en intensifiant la coopération qui vise à stimuler l'investissement privé et la création d'emplois.

Monsieur le Ministre,

Qu'il me soit permis de terminer mon propos en faisant aussi référence à la migration *régulière* entre l'Afrique et l'Union européenne. Elle est certainement la voie privilégiée pour permettre les échanges et la mobilité.

Au-delà des initiatives propres aux Etats Membres, l'Union européenne appuie diverses initiatives dans cette perspective, parmi lesquelles figure en bonne place le programme ERASMUS MUNDUS+, qui offre des passerelles de mobilité pour les chercheurs et les étudiants africains. Dans ce contexte, l'on peut certainement aussi saluer l'augmentation sensible du nombre de visas accordé aux citoyens camerounais en 2017, en particulier en faveur des étudiants.

Je souhaite donc conclure ce propos en saluant à nouveau l'excellente coopération entre les services camerounais impliqués dans l'accueil et la réinsertion des migrants de retour et l'OIM qui a fait, à mon sens, un travail remarquable permettant de répondre à l'appel de ceux qui souhaitaient rentrer.

Travaillons donc étroitement ensemble pour que leur réinsertion soit aussi une réussite.

Je vous remercie pour votre aimable attention.